

Introduction au sujet

Monsieur l'Ambassadeur Georges Vaugier, Ambassade de France à Bratislava

Mesdames et Messieurs, bonjour!

Je voudrais vous dire le plaisir que j'ai à me retrouver encore une fois dans le cadre du CFA et cette fois-ci pour la première fois à Vienne. Le Centre est nomade, mais ça fait plaisir pour quelqu'un qui était présent à l'origine de la fondation de ce centre à Paris, de lui rendre visite à Vienne.

Le sujet d'aujourd'hui, c'est la Slovaquie. Je suis chargé d'introduire le sujet, mais j'ai scrupule à le faire après les interventions de l'Ambassadeur Jankowitsch et ce que vient de nous dire Monsieur Bystricky. Simplement, je vous offrirai peut-être un bref regard sur la Slovaquie à la veille de l'adhésion vu de France.

La Slovaquie – pour les Français – est encore largement une terre inconnue. Hier encore, j'entendais un débat de journalistes français à la télévision et on évoquait la Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie comme s'il ne s'était rien passé depuis plus de 10 ans. Cela dit, si l'opinion française connaît mal la Slovaquie, elle est - selon les sondages plus au moins fiables - tout à fait disposée quand même à l'accueillir dans la grande famille européenne.

S'agissant du gouvernement français, et là il n'y a aucune ambiguïté, la France a soutenu avec une constance remarquable les efforts de la Slovaquie depuis l'origine jusqu'à nos jours, considérant que ce pays, ce jeune Etat, faisait partie intégrante de l'Europe. La France ne distinguait à certains moments d'autres partenaires par sa constance même. L'Ambassadeur Jankowitsch a évoqué certains « Umwege » de la politique slovaque au fil du temps – les Français ont considéré qu'il était important de prendre un peu de hauteur par rapport à ces dérives qu'on a pu constater à un certain moment – des dérives qui ont été heureusement corrigées depuis maintenant plus de 4 ans. Je crois que la Slovaquie a été parfois mal jugée notamment depuis ces derniers 4 ans dans la mesure où l'on considérait qu'il y avait des périls pour la démocratie à l'intérieur même du pays. La situation a considérablement évolué puisque – je crois que c'est la première fois qu'après 2 interventions concernant la Slovaquie – personne n'a encore eu l'occasion, ni l'envie, de parler de Monsieur Meciar.

J'en conclus que l'épisode est clos, que Monsieur Meciar appartient au passé et que désormais la Slovaquie est un pays politiquement stable, cela a été dit, je le répète, c'est un constat que l'on peut faire tous les jours, qui a été fait aussi bien par les membres de l'Alliance Atlantique lorsqu'ils ont eu à se prononcer sur l'invitation de nouveaux pays à cette alliance. C'est ce qu'en déduit la Commission Européenne dans ses derniers rapports, et c'est ce qui va se concrétiser, sans aucun doute, à Copenhague la semaine prochaine. La Slovaquie d'aujourd'hui est politiquement stable.

Il y a une chose qui frappe un français – et qui devrait frapper les Européens habitués à voir des pays où les forces politiques se répartissent suivant une division entre droite et gauche : la Slovaquie d'aujourd'hui est un cas un peu particulier dans la mesure où, au parlement, il n'y a plus que des partis de droite si l'on fait exception

d'une résurgence du parti communiste traditionnel qui s'avère être un peu exotique et pittoresque. Mais 90 % de l'éventail politique slovaque se trouve aujourd'hui à droite. Une droite tout à fait fréquentable, démocrate, avec une forte composante démocrate-chrétienne. C'est ce constat que l'on tire des dernières élections législatives qui remontent au mois de septembre et qui se trouvent à nouveau confirmées par les élections municipales dont on a parlé il y a peu et qui indiquent que cette tendance est permanente et risque d'être durable.

La Slovaquie, aujourd'hui, Etat jeune plus ou moins connu, est un Etat démocratique, stable, sans aucune discussion possible. On l'a dit également, c'est un pays qui se développe sur le plan économique et qui, là aussi, est passé par deux phases distinctes : une phase un peu conservatrice, où la pays comptait sur ses propres forces pour assurer son développement, ce qui n'était visiblement pas la bonne solution. Ensuite un choix plus ouvert délibérément européen, ce qui a entraîné la nécessité de réformes, effectuées dans un court laps de temps, avec une grande efficacité. L'apport historique de cette fin de vingtième siècle a été pour des Etats sortant d'un système communiste d'avoir des modèles de développement des règles, des principes, des voix directrices qui leur ont permis – à la surprise de beaucoup – de réaliser en un minimum de temps un maximum de réformes. Ce qui veut dire que la Slovaquie à l'heure actuelle, devrait être en mesure – comme les autres pays candidats - de résister au choc de l'adhésion qui, elle, ne va pas tarder à se réaliser, ce que tout le monde espère.

J'ai dit beaucoup de bien de la Slovaquie mais je crois qu'il faut – pour être objectif – nuancer un petit peu. Il y a encore des faiblesses, il y a des insuffisances, celles-ci sont reconnues et personne ne les nie. Elles portent surtout sur la situation économique : le chômage reste élevé, encore qu'il a eu tendance à décroître au cours de la dernière année. Les inégalités régionales sont patentes. L'Est du pays, mal desservi par les réseaux autoroutiers ou ferroviaires, n'a pas encore décollé économiquement. L'ambassadeur Bystricky a manifesté son souci pour des insuffisances dans le domaine administratif : elles existent. Il y a bien une bureaucratie, elle a toujours existé et elle a des tendances bureaucratiques. Mais, un effort de renouvellement considérable est en cours, de nouveaux jeunes éléments, formés différemment, entrent dans l'administration slovaque et se montrent assez performants. C'est donc une question de deux, trois, quatre, cinq ans, pour que les choses soient vraiment satisfaisantes.

Une question, sur laquelle on pourra revenir au cours du débat et qui constitue un problème pour la Slovaquie, pour l'environnement et pour l'Europe dans son ensemble est celle d'une communauté bien particulière, celle des roms qui sont numériquement importants en Slovaquie. C'est un problème qui ne pourra pas se régler simplement par l'adoption d'un décret, de quelques mesures ponctuelles. C'est un problème important car il va devenir celui de l'Union Européenne très bientôt, mais c'est aussi un problème que l'on retrouve en Hongrie, en Pologne, en Roumanie ou en Bulgarie. Je crois qu'il faut être conscient de ce problème, savoir qu'il faudra s'y attaquer mais il ne faut pas non plus magnifier les difficultés. Il demandera du temps, certes, mais il peut être résolu. Il faut noter cela très soigneusement mais ne pas en faire un critère déterminant pour juger de l'aptitude de la Slovaquie à se joindre à l'Union Européenne.

Voilà en quelques mots ce que je voulais vous dire de façon à la fois schématique, et simplifié mais qui sont les traits qui m'apparaissent le plus clairement d'un pays qui a évolué très vite, qui a évolué dans le bon sens et qui se trouvent maintenant tout à fait à parité avec les autres Etats de la région et qui est sur le bon chemin pour rejoindre au fil des années le niveau et le style de vie de l'ensemble des démocraties de l'Union Européenne.

Merci.